

Courrier de Tourcoing

JOURNAL RÉPUBLICAIN HEBDOMADAIRE



ABONNEMENTS 6 mois fr. 2.50
 un an fr. 5.00
 Départements et Etranger: le port en sus

Rédaction & Administration
 52, Rue du Château, TOURCOING

INSERTIONS la ligne, 15 cent.
 Réclames id. 40 cent.
 Demandes d'emploi: id. 10 cent.

Nous commencerons prochainement la publication de l'étonnant **Récit Militaire de M. Pierre SALES** intitulé:

LE SECRET DU BLESSÉ

L'AGITATION GRÉVISTE

Depuis quelques années, avant la chute de l'Empire, les ouvriers ont servi d'instrument à des individus qui n'ont jamais su ce qu'était le travail, mais que leurs vices et leur paresse tenaient dans la misère et qui, pour arriver à se faire des situations, ont trompé les ouvriers en jouant au socialisme révolutionnaire.

Les grèves ont été la machine qui a servi à faire peur au corps social; on en a abusé jusqu'à commettre des crimes et jusqu'à vouloir entraîner à Paris des milliers d'ouvriers, avec l'intention de les jeter dans un mouvement révolutionnaire.

Le coup n'a pas réussi, mais il était machiné de façon à servir de protestation contre la deuxième condamnation du traître Dreyfus, et cette protestation devait être un véritable chambardement dans la capitale.

A force d'excitations, les agents grévistes sont parvenus à soulever les ouvriers mineurs au point de les pousser à faire une grève générale.

Comme le gouvernement a eu besoin des socialistes révolutionnaires et des anarchistes il se trouve embourbé dans les honteuses alliances qu'il a contractées.

Le gouvernement ne veut et ne sait rien faire pour arrêter l'agitation gréviste, et les patrons attendent tout du gouvernement.

Les patrons devraient savoir organiser un mouvement d'opposition, aux grèves systématiques; mais ils ne savent pas s'entendre à ce sujet et surtout ils ne savent pas faire quelques sacrifices.

Les ouvriers sont impatientes, ils veulent toucher le prix de leur alliance avec le gouvernement; il ne leur suffit pas d'avoir fait les affaires de M. Millerand, ils veulent faire les leurs.

Lorsque je dis les ouvriers, c'est une façon de parler; il y a seulement quelques chefs du socialisme, qui sont ou ne sont pas des ouvriers, mais qui vivent de leurs sottises.

Les allumeurs de lanternes grévistes révolutionnaires, ont préparé les ouvriers et ils ont corrompu une certaine catégorie de militaires; ils espèrent provoquer une grève assez forte, pour obliger le gouvernement à employer l'armée, et ils comptent sur les agents dissolvants et les traîtres qu'ils ont enrôlés, pour faire un mouvement de défection de certaines troupes et les faire pactiser avec les grévistes.

Puis, lorsque le mouvement se produira, ce sera l'exode sur Paris, la révolution dans la Capitale. Alors, nous aurions l'entrée en scène de six-cent mille soldats étrangers qui viendraient en France, sous prétexte d'y rétablir l'ordre et qui, finalement, nous accommoderaient à la saucisse qui conviendrait à leurs gouvernements.

Il faut être le plus inclairevoyant des hommes qui s'occupent de politique, pour ne pas voir que l'affaire Dreyfus a été le prétexte pour arriver à désorganiser l'armée, à diviser les citoyens, à provoquer la guerre civile, pour livrer la France à l'étranger.

Les grèves partielles et la grève générale sont des petites guerres pour faciliter une guerre internationale.

Les ouvriers sont de braves gens, mais ils ont eu le malheur de se laisser induire en erreur par les mandrins qui ont exploité les syndicats.

Les grévistes sont de bonne foi, ils marchent en vue d'améliorer leur situation; on ne leur a appris qu'à se mettre en grève; ils font des grèves à tout propos sans y être préparés, sans avoir de l'argent en caisse et sans avoir emmagasiné des vivres; ils font grève, parce que cela amuse quelques cyniques farceurs, parce qu'il y a des faibles qui prennent le prétexte de la grève pour ne pas travailler et parce que les agents qui vivent des misères des ouvriers savent stimuler leur ignorance et leurs passions.

A force d'exploiter le parti ouvrier en lui faisant des promesses, les ministres

qui ont vécu du socialisme révolutionnaire, sont acculés à une échéance; il ne suffit pas d'emprunter, il faut payer.

Les travailleurs sont fatigués d'attendre, ils veulent voir la réalisation des promesses qui leur ont été faites, ou bien ils feront une révolution.

Nous voyons monter la marée de la désorganisation sociale, nous sentons des odeurs qui nous annoncent une pluie de sang.

Le crime et la destruction sont derrière les grévistes révolutionnaires; il y aura tôt ou tard un conflit sanglant, et ce conflit servira les intérêts des étrangers au détriment des ouvriers français.

Partout où des hommes de bon sens se placent en conciliateurs entre les patrons et les ouvriers; il y a apaisement et entente; les grèves prennent fin, malgré les déclamations des agents provocateurs.

Mais, lorsque les ouvriers sont abandonnés aux griffes de leurs exploitateurs, ils deviennent mauvais, ils agitent des drapeaux rouges, ils s'assemblent en masse, et le vacarme et la destruction sont les suites de mouvements qui sont tout simplement des actes révolutionnaires et quelquefois des actes de brigandage.

Certes, les ouvriers sont dignes d'intérêt, mais lorsqu'ils ont des réclamations à adresser à leurs patrons, nous ne comprenons pas pourquoi ils s'assemblent autour d'une guenille rouge, et pourquoi ils se mettent à la remorque de certains individus louches qui ne savent que les exciter à soutenir leur grève, sans savoir la plupart du temps, de quoi il s'agit.

Nous qui aimons les ouvriers, nous n'avons jamais su que leur parler d'apaisement et de concessions réciproques; nous avons eu le bonheur d'être écouté quelquefois, et de leur rendre service; nous voudrions être entendu et compris par la masse ouvrière, et tout en lui apprenant à défendre ses droits, nous la dégarerions des étreintes des agents qui les poussent à abuser du droit de grève.

Il y aurait peu de chose à faire, pour rétablir l'ordre et pour donner satisfaction aux travailleurs; mais ce peu de chose réclame un gouvernement composé d'hommes sérieux et capables; comme cela nous manque, il faudrait organiser en France une ligue anti-gréviste.

Avec quelques hommes dévoués, nous pourrions démasquer les agents provocateurs, nous ferions entendre raison aux ouvriers et nous ferions cesser l'agitation gréviste.

Lorsqu'il n'y aurait plus de questions politiques dans les grèves, les patrons et les ouvriers sauraient se mettre d'accord.

Nous formons des vœux pour que les gros industriels de France s'unissent pour se défendre contre la Révolution.

Charles MEISS.

INFORMATIONS POLITIQUES

La grève générale

Nous avions bien raison de dire dans nos articles précédents, que les révolutions ne se font pas à date fixe, comme les échéances.

Le Grand Soir qu'on attendait pour le premier novembre, a manqué au rendez-vous que lui avaient assigné les augures de la socialité.

Jamais les milieux ouvriers n'ont été plus calmes que depuis qu'on avait annoncé pour fin octobre, le définitif chambardement.

Il semble que la grève générale ne soit qu'un épouvantail à bourgeois, que les meneurs collectivistes sortent périodiquement pour raffermir le courage de leurs troupes.

Toutefois, il ne faudrait pas montrer un trop grand optimisme, car, sans le calme apparent des ouvriers mineurs, on sent toujours la tempête qui, un jour ou l'autre, éclatera subitement.

gné sur la situation, est que le Comité fédéral sera débordé et qu'il se trouvera contraint de décréter la grève générale.

Ainsi donc, la sécurité du monde industriel, l'ordre social lui-même, dépendent d'une sonnerie de clairon.

Jules Guesde qui, naguère vulgarisa dans les milieux ouvriers, l'idée de grève générale, arriverait-il donc un jour à ses fins ?

« La houille, dit-il, est le pain de l'industrie, aussi indispensable à l'alimentation des machines, des navires à vapeur, des locomotives, que le pain de froment, à l'alimentation des estomacs humains. Supprimons la houille, et, du même coup, nous supprimons toute activité industrielle. Tout travail cassé et, par la cessation du travail, nous tuons le capital sans avoir besoin de descendre dans la rue, sans qu'il soit nécessaire de tirer un coup de fusil. Faisons la guerre des bras croisés ! »

Tal est le thème que développa longtemps le chef du parti ouvrier.

Tout d'abord, un certain optimisme, mais bientôt certains hommes d'Etat concurrent de vives inquiétudes; et en 1890, à la Conférence internationale de Berlin, Bismarck ne cacha pas ses appréhensions.

« La houille, disait-il aux deux délégués français, M. Linder et le trop fameux Burdeau, la houille est l'aliment de la vie des nations industrielles. Si les ouvriers mineurs employés à son extraction se mettent en grève partout au même moment, et la chose vous l'avouerez, n'est pas impossible, tout serait arrêté, depuis le travail de la petite blanchisseuse en chambre jusqu'à celui des colossales usines Krupp; plus de circulation sur les chemins de fer; plus d'éclairage dans les villes, plus de feu dans nos cuisines et nos foyers domestiques. La vie sociale serait interrompue, l'alimentation même serait compromise; les grèves des bouillères sont donc un mal redoutable, il faut s'en garder. »

Et le Chancelier de fer proposa au Congrès d'élaborer un règlement amical tendant à assurer la production de la houille dans les mines.

Mais, il en fut de la décision du Congrès international de 1890, comme de toutes celles qui émanent de fonctionnaires et d'esprits légers. L'idée était juste et bonne; on la laissa dormir; si bien qu'à l'heure actuelle, le monde industriel est livré à la merci du parti socialiste.

C'est à peine si le gouvernement français, en particulier, peut même compter sur les troupes pour établir l'ordre dans le cas où il viendrait à être troublé.

Le conflit Franco-Turc

Le différend survenu entre notre ambassadeur, M. Constans, et le sultan Abdul Hamid, après des proportions inattendues.

La France était restée absolument indifférente aux massacres d'Arménie; elle avait laissé perpétrer par le Sultan Rougès les crimes les plus atroces; et voilà que pour reculer dans des créances souscrites par Porta à des Italiens naturalisés d'hier, on croit devoir mettre en mouvement toute une flotte et prendre comme gage l'île de Mithylène, appartenant à la Turquie.

Faut-il que les Loucads et autres Levantins soient puissants pour motiver un tel phénomène! Assurément, les Loucads ne sont que des hommes de paille; derrière eux s'agit le grand et grand tribu financier.

Personne n'a d'illusion sur ce fait. Du moment où Constans et son campèrre Granet, sont dans l'affaire; ou devina à perte de vue à l'horizon, des montagnes de chèques et des pyramides de Pals de vin.

Comme l'a écrit un de nos confrères, imaginez un brave homme, un bon Français appelé Duval, Dupont ou Durand, qui ait pris au sérieux les discours des distributions de prix dans lesquels on reproche aux hommes d'aujourd'hui, de ne pas imiter assez les Anglais; admettez qu'il ait fondé quelque entreprise et qu'il ait été victime d'un acte de spoliation ou d'arbitraire, nos hommes d'Etat auraient-ils songé à mettre au service de ses intérêts le moindre croiseur cuirassé d'escadre ?

Il y a des créanciers du Portugal qui attendent le règlement de leurs créances depuis 50 ans, qui ont même vu leurs pétitions accueillies par les Chambres et pour lesquelles le Ministre des affaires étrangères ne fera jamais rien.

D'où vient donc qu'aujourd'hui, à propos d'une simple créance Lorando, le Gouvernement fasse tant de bruit? D'où vient qu'il mobilise une flotte, quand, lors de l'affaire de Fachoda, il s'est montré si timoré et si inapte ?

A lire les discours prononcés à la Chambre par le Ministre des affaires étrangères Delcassé, nous doutons que beaucoup d'électeurs français soient plus éclairés aujourd'hui qu'hier.

Delcassé s'breddouille des discours qui sentent plutôt le cabinet d'affaires et d'affaires... louches que l'intérêt du pays. C'est en vain qu'il a essayé de nous expliquer sur Tubiai et Lorando, dont les créances ne peuvent être qualifiées autrement que d'usuraires.

Quant aux démonstrations navales, dont il a pris la responsabilité, cet étrange ministre des affaires étrangères n'en a pas dit un mot qui puisse le justifier sérieusement. Il s'est dit, au milieu des huées, que la France avait été jusqu'à lui « le pays du Don Quichottisme », et que lui seul avait tenu compte des intérêts économiques, sans oublier les traditions séculaires de la France.

Don Quichotte! Oh non, personne ne fera jamais ce reproche à M. Delcassé, car jamais il ne s'est compromis à défendre les nobles causes. Deux noms, deux faits, résument son action politique; il s'est défendu Dreyfus, il a sacrifié Marchand.

Il y a évidemment une raison pour avoir osé mobiliser une flotte dans les eaux turques, et cette raison doit être malpropre. Il est à souhaiter seulement que la France, dirigée par des imbéciles et des coquins ne soient pas victimes de l'aventure. Certes, Del-

cassé ne s'est pas ambergé dans cette galère sans s'être assuré au préalable du concours, tacite tout au moins, de l'Angleterre.

Pourvu qu'il ne nous arrive pas dans la mer Egée les mêmes désagréments qu'à Fachoda!

L'aventure est d'autant plus imprudente que, sans motif sérieux, uniquement pour une question de pièces de cent sous, nous risquons de soulever la grande question d'Orient, qui divise depuis un siècle et demi l'Europe toute entière.

Nous l'avons dit précédemment, le sultan, dans l'affaire des créances Lorando et Tubini ne se serait pas montré aussi rétif s'il n'avait, par devers lui, l'appui de Guillaume II, lequel s'est rendu, il y a quelques années, à Constantinople, bien moins pour visiter le Harem d'Abdul Hamid, que pour sceller avec lui, un contrat quelconque.

Nous souhaitons beaucoup que la réglementation de comptes se fasse à l'amiable avec la Porte; mais, il est à désirer aussi que nul coup de canon ne soit tiré à la légère, car il pourrait mettre le feu aux quatre coins de l'Europe.

C'est tout de même bête de se lancer dans de pareilles aventures pour une affaire de pièces de cent sous!

Le déficit budgétaire

La presse radicale se pâmait d'admiration devant la combinaison financière de M. Caillaux, mais, son zèle ministériel ne lui permit pas de garder la mesure; et dans leur verbeux enthousiasme, nos confrères laissent échapper des vœux bien compromettants.

Nous avons dit dans notre dernier numéro, que l'emprunt de M. Caillaux comporte deux opérations: 1° l'émission publique de 265 millions de rentes perpétuelles; 2° la suppression pure et simple, au portefeuille de la caisse des Dépôts et Consignations, de 265 millions de rentes, qui seront compensés par les traités de chiffres équivalents tirés sur la Chine.

Il y avait évidemment une duperie à substituer des traités d'un recouvrement hypothétique à de la rente, comme gage des créanciers de la caisse des Dépôts et Consignations.

Mais, la presse radicale nous apprend maintenant, que le chiffre de la dette chinoise est lui-même hypothétique, qu'il n'est pas encore fixé, que la somme de 265 millions est celle qui avait été primitivement fixée, qu'il n'a pu être tenu compte des réductions, consenties depuis lors, et dont le montant n'est pas exactement connu.

De sorte que M. Caillaux s'est sciemment fraudé la caisse des Dépôts et Consignations en lui offrant, en compensation de l'emprunt forcé, un gage d'une valeur morale et matérielle inférieure.

Si un particulier se livrait à de semblables opérations, il serait traduit en police correctionnelle et condamné comme escroc.

Mais, nos gouvernants n'y regardent pas de si près, quand il s'agit d'équilibrer le budget d'un part, et d'autre part de donner satisfaction immédiate à des créanciers très pressés.

Quels sont ces créanciers ? La liste serait intéressante à consulter. Il y a gros à parier que ce ne sont pas de pauvres diables, mais les lous carriars de la Haute Banque, qui n'ont pas voulu prendre à leur compte les 265 millions de déficit, et qui ont préféré se rembourser de leurs avances sur la caisse des Dépôts et Consignations.

Ils ont jugé, avec raison, que cet argent est plus sûr que celui de la Chine, que la France verra peut-être jamais. Et ils ont trouvé dans le ministre Caillaux, un homme très complaisant, qui s'est fait un devoir de leur rendre service.

Ce sont les malheureux déposants qui trinqueront! Mais, hélas! on n'a pas à se gêner avec ces gens qui ne sont pas en état de se défendre.

Courrier Parlementaire

A la Chambre

La semaine parlementaire a été remplie par plusieurs questions intéressantes.

Tout d'abord, l'amiral Riouanier voulait dans son discours à la tribune, de quelle façon la somme de deux cent mille francs versée par le Japon, à l'occasion du naufrage de la *Caravane*, a été distribuée.

La F. de Lanessan ne se soucia pas de donner des explications, pas plus sur ce sujet que sur d'autres qui ressortent de son ministère. Il préféra se tirer d'affaire par la tangente, en accusant ses adversaires. C'est une tactique employée très fréquemment par nos gouvernants, lorsqu'ils sont dans l'embarras. Lanessan avait donc fait dire dans les journaux radicaux, que les faits avancés par l'amiral étaient inexacts.

Le vieux soldat qui n'a pas froid aux yeux et qui n'admet pas le déloyauté dans les discussions, monta à la tribune lundi dernier et il s'écria : — Le ministre prétend que je n'ai pas dit la vérité; je veux le confondre et montrer qu'il s'est menti ! Un brouhaha suivit ces paroles violentes, et le Président, M. Deschamps, rappela l'amiral Riouanier à l'ordre. Mais, ce dernier, sans s'émouvoir, reprit de plus belle : — Je ne m'oublie pas, dit-il. Quand il y a des hommes pareils à M. de Lanessan dans un gouvernement, on peut dire tout ce qu'on veut. Oui, le ministre a menti !

La-dessus, nouveau rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal. — On prétend que Lanessan a fait une triste figure sous la fétrissure. Nous en doutons, car c'est un cynique, et rien ne peut l'émouvoir. Sectaire enragé, sa morale est

différente de celle du commun des mortels, et il ne se gêne pas pour le dire ouvertement.

Il n'en est pas moins vrai que le coup qui lui a été porté par l'amiral Riouanier, par un homme profondément digne d'estime et dont les services s'imposent, est de ceux qui marqueront pour longtemps ce ministre, que son collègue Delcassé lui-même, a dû rappeler du Tonkin, pour vol et malversations.

M. Georges Berry a voulu également obtenir des explications du gouvernement, sur les camps de reconcentration du Transvaal, et il désirait que la France, d'accord avec les autres puissances, cherchât les moyens pratiques pour obtenir que l'Angleterre ne maintint pas dans ses camps de mort, les femmes et les enfants Boers.

L'honorable député a fait valoir des raisons qui devaient émouvoir des hommes indépendants et humains. Il a dit que la Diète de Vienne avait été saisie d'un projet de résolution, regrettant la façon dont l'Angleterre traite les femmes et les enfants Boers; il a dit également qu'un projet semblable serait présenté au Reichstag Allemand et dans d'autres parlements étrangers. A la Chambre Française seule, ce droit n'est pas encore reconnu.

Et dans un mouvement d'indignation légitime, M. G. Berry s'est écrié : L'Angleterre n'a pas le droit de faire la guerre de cette façon barbare, après les projets merveilleux de la conférence de La Haye.

M. Deschamps n'a pas laissé poursuivre l'orateur, disant qu'il n'avait pas à interpellier les ministres anglais.

Cette marque de servilité causa une certaine stupor sur les bancs de la Chambre. — Chamberlain est un lâche assassin ! s'écria M. Millavoys.

En entendant cette exclamation vengeresse, Delcassé manqua d'avoir une attaque de nerfs, et M. Deschamps rappela à l'ordre l'audacieux.

M. Millavoys avait dit ouvertement ce que tout le monde pense; mais, dans notre démocratie soi-disant républicaine, toute vérité n'est pas bonne à dire, et l'expression s'est prudemment et simplement imprimée au *Journa Officiel*.

L'interpellation Berry a été renvoyée à la suite de l'ordre du jour, c'est-à-dire aux calendes grecques.

Par son vote, la majorité s'est ainsi rendue complice des atrocités commises par le bourreau Kitchener.

Enfin, la Chambre a ordonné la discussion immédiate des interpellations de MM. Sembat et Denys Cochin sur le conflit Franco-Turc.

Le socialiste Sembat a demandé au ministre des affaires étrangères, s'il a envoyé les vaisseaux pour soutenir des intérêts de mercantils, ou pour empêcher de nouveaux massacres en Arménie.

M. Delcassé avait dit d'instinct que l'Arménie était restée dans son état normal. Or, dit M. Sembat, cet état normal n'est qu'une longue suite de dénis de justice, d'emprisonnements, de pillages, d'incendies et de vols. C'est le massacre à jet continu.

Ce son côté, M. Denys Cochin a déclaré qu'il aurait mieux aimé que la France demandât compte au Sultan, du sang versé sur les quais de Constantinople, que de la voir intervenir pour leur rachet.

On attendait avec une légitime curiosité les explications du ministre des Affaires Etrangères; il s'est montré piteux et grotesque.

Après avoir dit vaguement qu'il ne se désintéressait pas des affaires d'Arménie, Delcassé est entré dans de longs et fastidieux détails sur les créances Tubiai et Lorando, s'efforçant de les expliquer son esprit paraît très éclairé. Dès que celles-ci seront réglées, la France, s'il est déclaré, ne pourra avoir aucun avantage nouveau.

Le Socialiste Sembat a constaté que les explications de Delcassé sont insuffisantes et embarrassées et, en terminant, il s'est accusé le gouvernement de vouloir forcer le Sultan à recevoir les moines qu'il expulse de France.

C'était une façon pour lui, socialiste, de ne pas se faire passer pour clercal vis-à-vis de ses amis.

M. Denys Cochin a pris les délégués des religieux, qui propagent dans le Levant l'amour de la France, puis il a constaté que le Ministre n'avait rien répondu aux questions posées.

Alors, Delcassé est remonté à la tribune pour déclarer que si la France était intervenue pour défendre les Arméniens, on aurait pu lui reprocher de faire une politique de Don Quichotte, et il terminait par cette phrase vraiment pyramidale, dans la bouche de l'homme de Fachoda : « Mes conduites passées est un pur garant de mes conduites à venir ! »

L'intervention du socialiste Sembat avait pu faire croire à la dislocation de la majorité ministérielle; mais il suffit que Brisson, délégué à la Chambre du G. O. de France, fit le signe de détresse, pour qu'aussitôt, les hrebis égares du socialisme rentraient dans le rang.

De son côté, l'Anglophobe Ribot fit appel à ses amis politiques, et le ministre Waldeck-Rousseau retrouva sa majorité, jusqu'au moment où la chambrerie lui ordonna de céder la place à un autre.

Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons arriver à comprendre la politique des progressistes. Dans leurs journaux, il n'est pas de jour où ils n'attaquent

